

8381

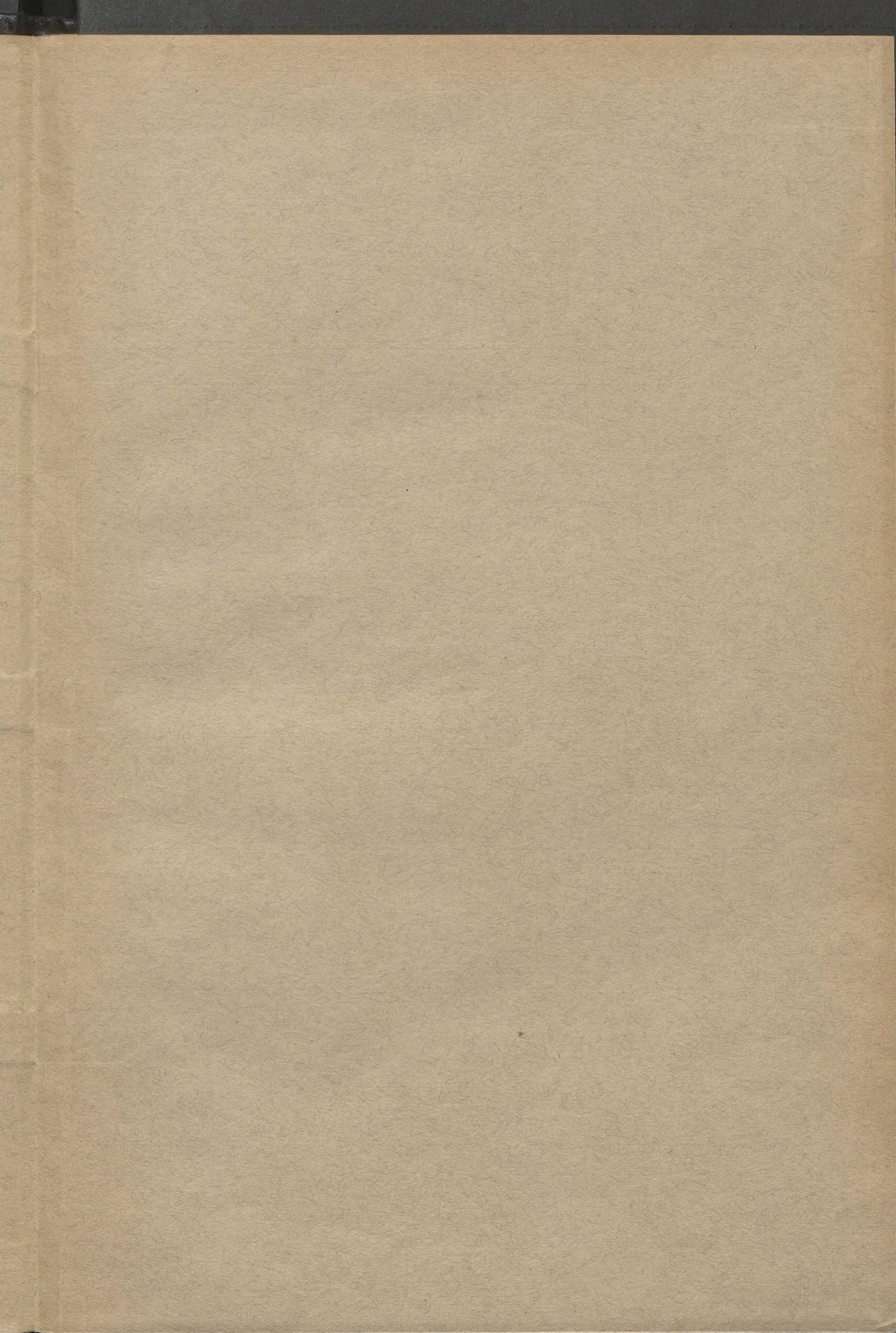
111

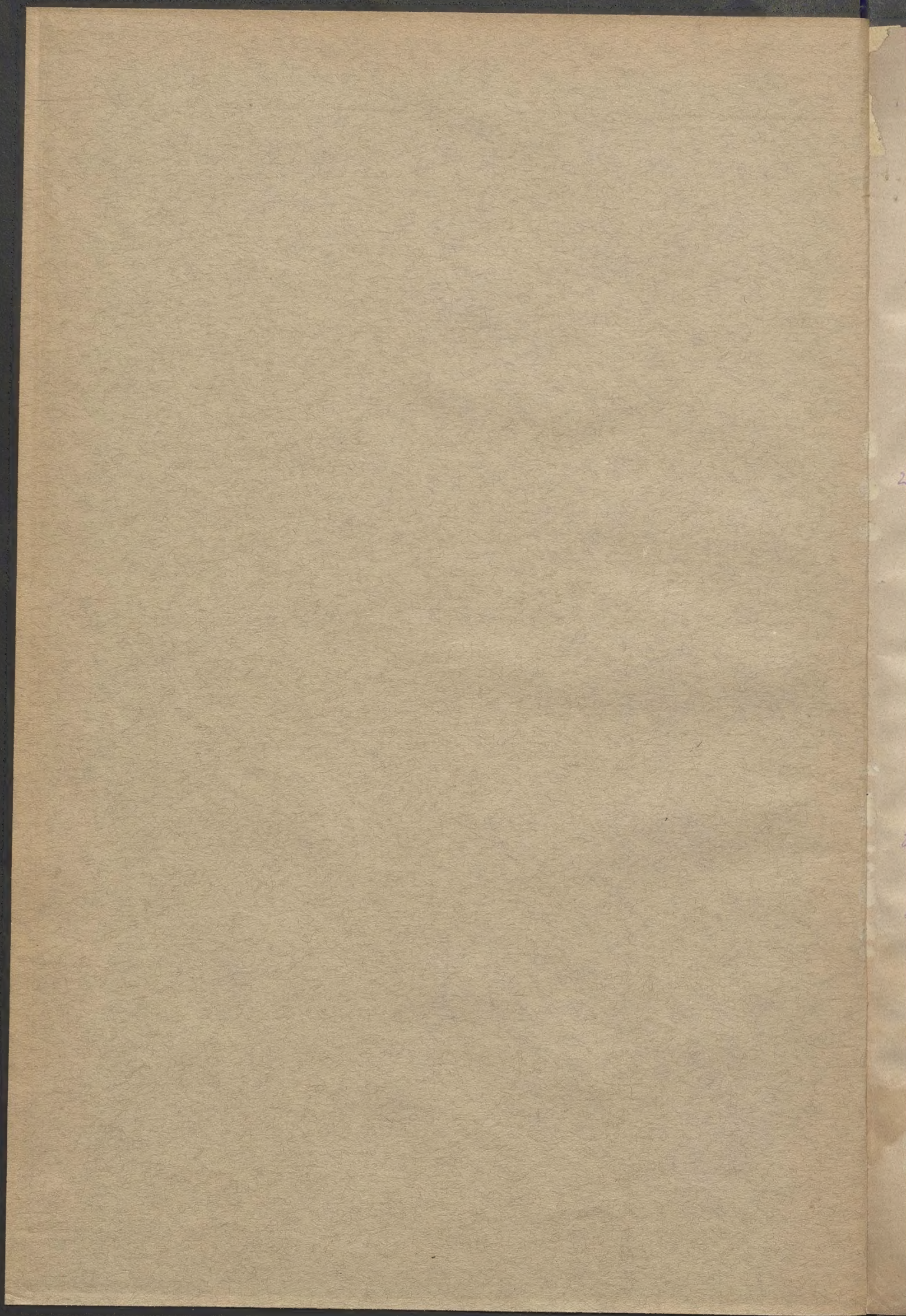


Oprawy z r. 1942.

8381







Décision de la séance du 18. janvier 1882.

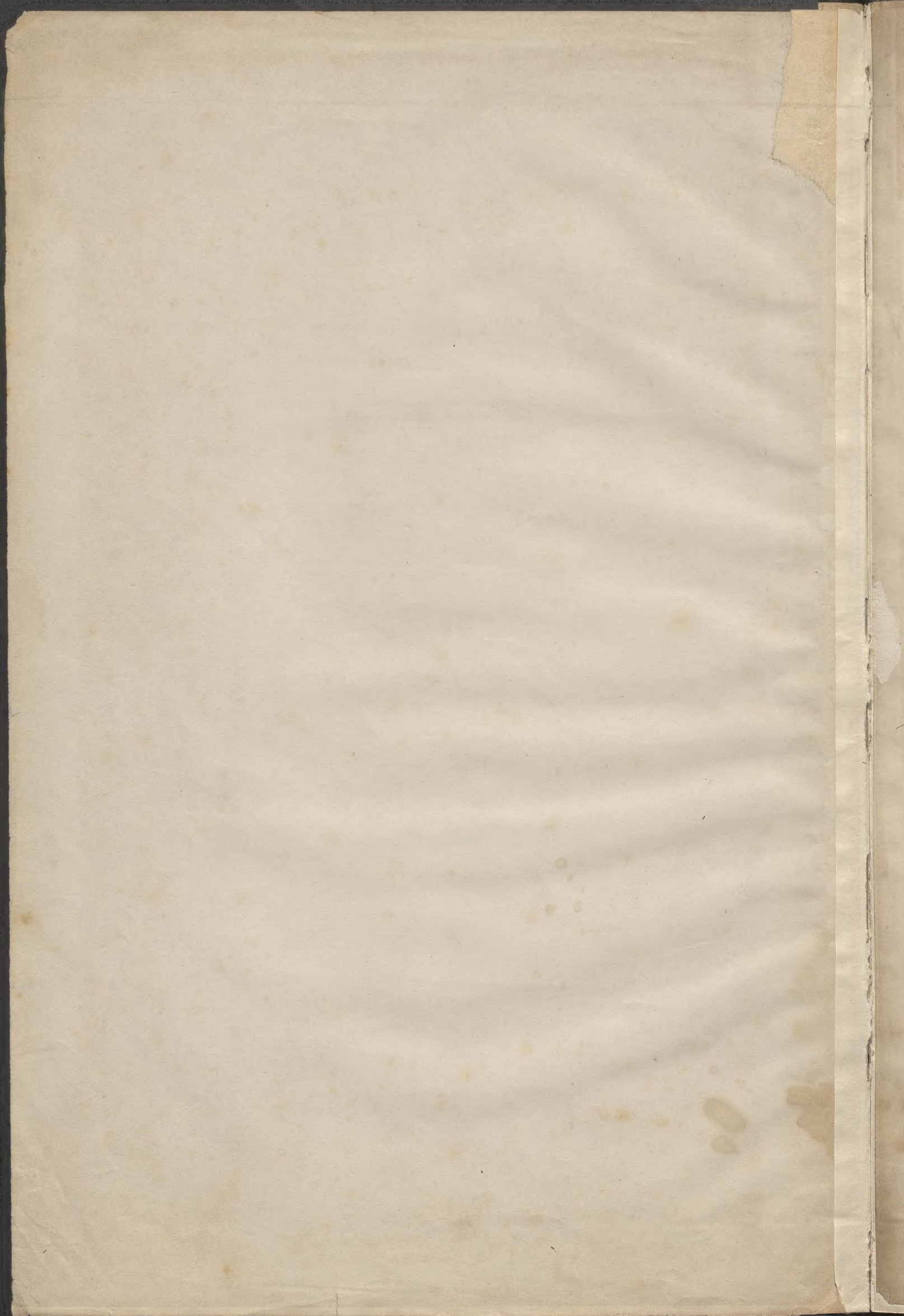
"L'homme a un droit absolu et inaliénable sur son travail"

Explication pour éviter tout malentendu.

1. Le droit absolu sur le travail s'entend dans le sens qu'aucune autre personne de la société ne peut exercer un droit sur le travail d'un autre homme, mais il reste toujours sous-entendu que vis-à-vis de Dieu l'homme n'a en cette matière, comme dans toute autre, qu'un droit relatif, puisque le travail de l'homme — relativement la force de travail — n'est qu'un don de Dieu, et qu'il faudra lui rendre compte finalement de l'emploi qu'on a fait de ce don gratuit.
2. Le mot travail est pris ici dans le sens de force de travail mise en action par la propre volonté. Donc il faut distinguer entre le "travail" pris dans ce sens et le travail pris dans les autres sens qui n'entrent pas en question ici; comme le travail dans le sens de travail déjà exécuté — ou forme du produit; le travail en fait s'est à dire une tâche ou une oeuvre à exécuter, par exemple une maison à bâtir, un fossé à creuser.

Conséquences primaires nécessaire et sous-entendues par les membres adhérents au principe énoncé.

1. Le travail étant inaliénable dans le strict sens du mot il ne peut pas être vendu ni loué, car la vente présuppose l'aliénation de l'objet vendu; et la location consiste dans l'aliénation de l'usage de la chose louée et sa remise à celui qui l'emprunte, — qui la prend en location.
2. L'homme qui, par sa propre volonté met en action sa force de travail (donc l'homme qui travaille) a, comme une cause efficiente un droit sur l'effet de ce travail.
3. L'effet de ce travail — la forme du produit, — peut être estimé et vendu selon la quantité et la qualité d'objets fabriqués dans un temps limité p.e. dans une journée, et leur valeur sociale ou économique, la force de travail de l'homme même pourra être estimée même à prix d'argent. C'est dans ce sens indirects que les paroles de St. Thomas d'Aquin sont apparemment à entendre, quand il dit dans la Somme Théologique, question LXXVIII. Article 2. — 3^e "Si quelqu'un réclame ou exigeait, pour avoir pitié de l'argent, une récompense d'obéissance ou de paroles, comme s'il avait là une convention expresse ou tacite, se serait comme s'il réclame ou exigeait un service manuel; car ces deux choses peuvent également être estimées à prix d'argent, comme on le voit chez ceux dont on paie ou les actions ou les paroles. —



2.

Le principe que l'homme a un droit absolu et inaliénable sur son travail bien posé et débarrassé de tous les mésentendus imaginables - il s'agit de trouver la manière la plus avantageuse de la mettre en pratique en harmonie avec les lois de la justice et les besoins de la Société.

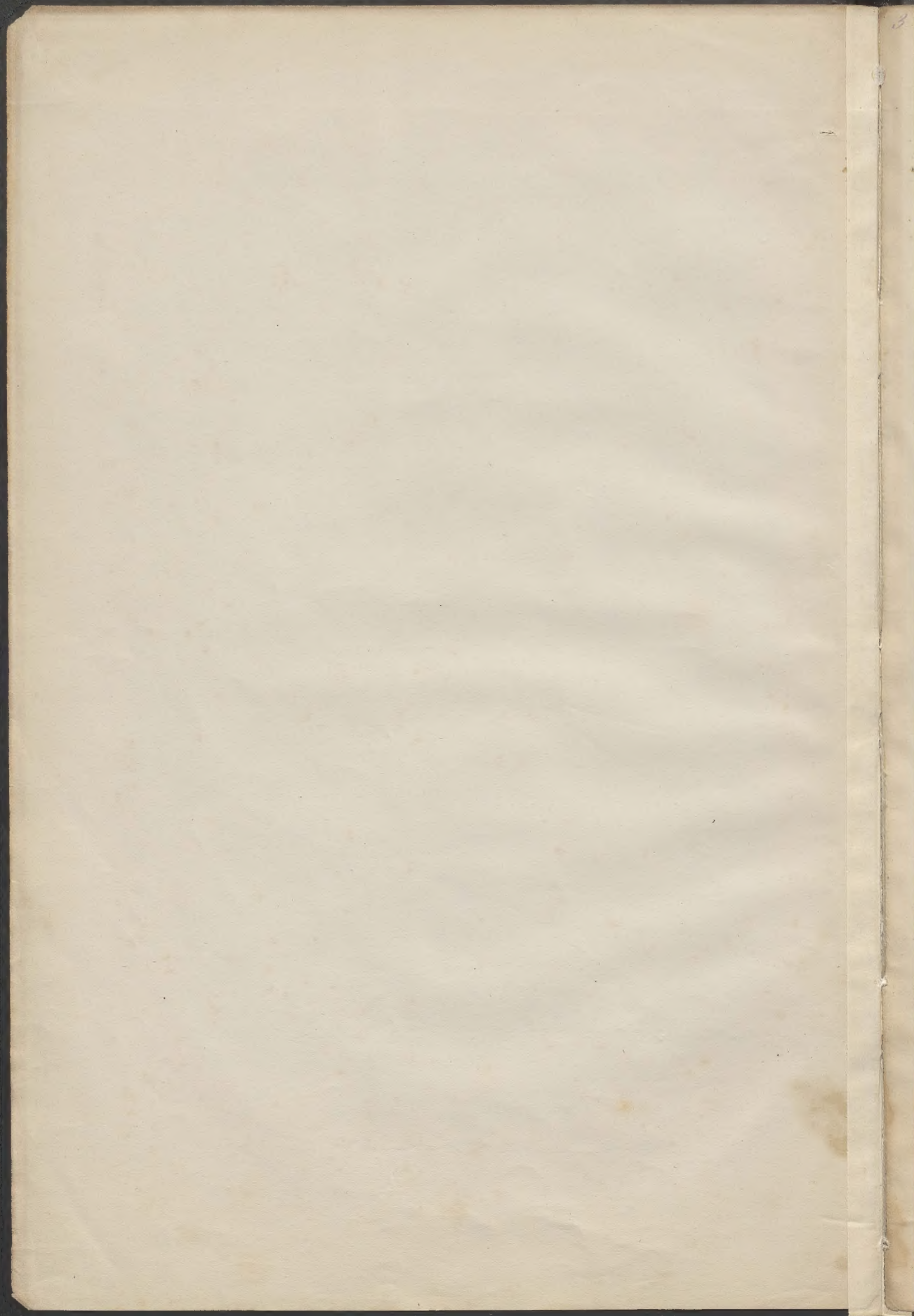
C'est si je ne me trompe la tâche dont j'ai été chargé en premier lieu en vue du salaire.

L'homme travaille pour différentes fins :

- 1^o Dans un but religieux. Pour accomplir le devoir imposé par Dieu lui-même. Pour capter les suites du péché originel, pour se relever vers Dieu, pour échapper aux dangers de l'incapacité etc.
- 2^o Dans un but de conservation de ses forces souvent seulement pour se procurer une distraction honnête.
- 3^o Pour atteindre sa fin terrestre. Pour se procurer par le produit de son travail le nécessaire à la vie et pour maintenir sa position sociale acquise, pour améliorer cette dernière et pour gagner les moyens pour faire la charité.

I. Le travail.

C'est le troisième point qui nous occupe principalement dans ce travail. L'homme travaille pour produire. Quoi ? Des choses qui sont d'une utilité aux hommes et auxquelles la Société attribue une valeur. Il est évident que Dieu nous a fourni les moyens de nous procurer par un travail fatigant mais pas exténuant le nécessaire et même plus, comme le prouve la grande accumulation de richesses. Mais les forces de travail sont inégales. Il y a des hommes qui manquent des forces normales, qui ne sont donc pas aptes à gagner le nécessaire ; mais ils sont une petite minorité. Ici il ne peut être question que de la règle et c'est l'homme pourvu de forces normales mais toujours inégales. La base de laquelle il faut partir c'est que l'homme est pourvu des forces normales au moins suffisantes pour gagner le nécessaire au maintien de son rang dans la Société.



3
Le travail (abstraction faite des exceptions) doit donc fournir au travailleur les substances (choses) nécessaires pour entretenir sa vie - y compris celle de sa famille, - et pour pourvoir à ses autres besoins (service religieux, instruction des enfants, secours en cas de maladie temporaire et de vieillesse normale etc.)

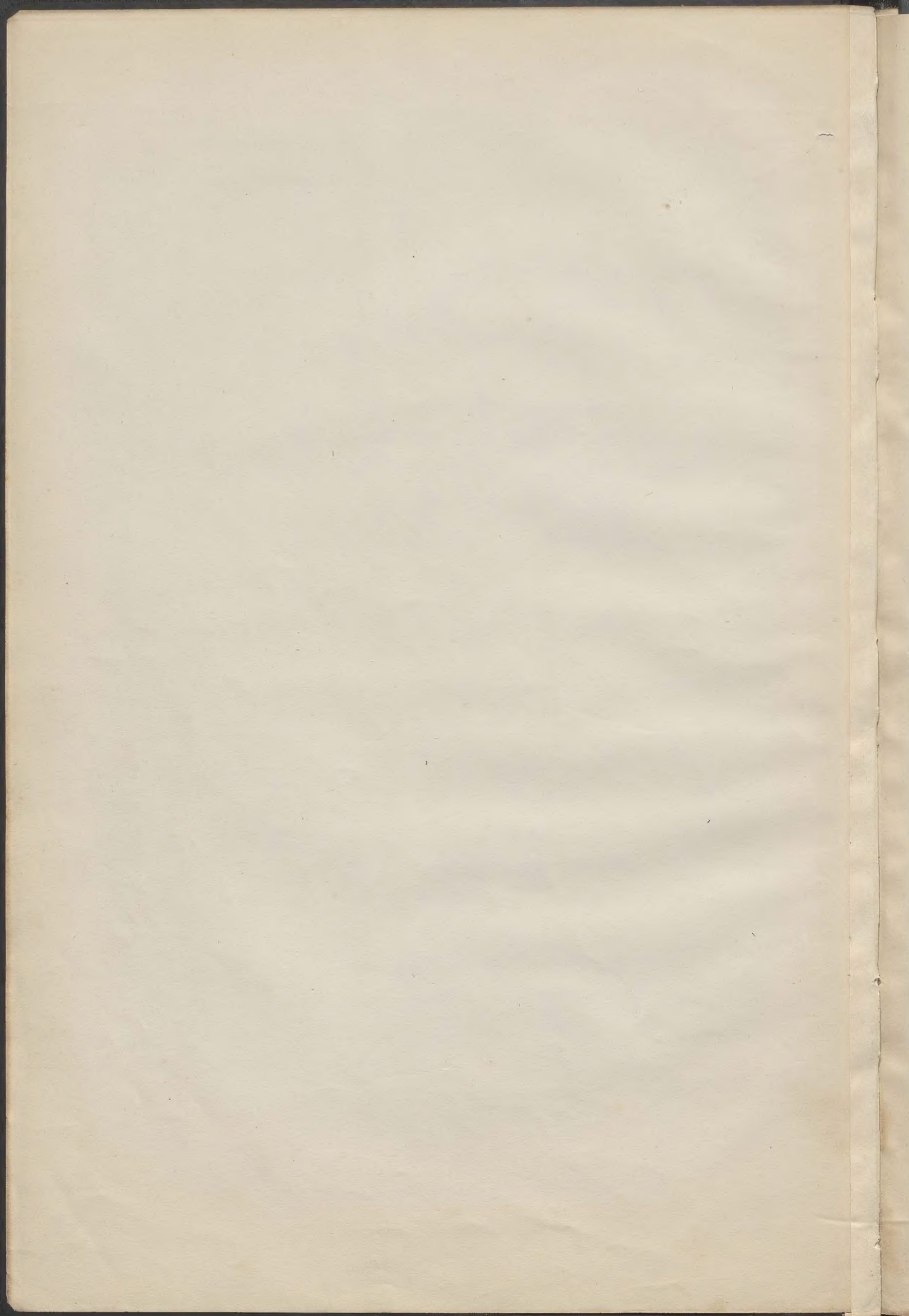
L'homme peut produire lui-même les choses qu'il lui faut pour l'entretien ou il peut en produire d'autres qu'il échangera ensuite contre les produits qui lui sont nécessaires.

Dans l'économie primitive cet échange se fera nécessairement en calculant le temps appliqué à la production des objets à échanger. La valeur des objets ne sera donc autre que le temps et la fatigue employés. Telle est, au fond la base de toutes les valeurs et de tous les échanges.

Ce n'est que dans une société qui a déjà acquis des richesses par l'épargne du surcroît de production que des travaux d'une catégorie plus élevée que le travail employé à la production des objets les plus nécessaires à la vie puisse trouver une juste rétribution. Dans ce cas il faut distinguer entre les différentes espèces de travaux. Par exemple: la valeur créée par le travail d'un jour d'un grand artiste sera 10 et plus de fois plus grande que celle créée dans le même temps par un simple travailleur à la pioche.

Mais toujours c'est le travail de l'homme qui est la base du calcul de la valeur que la société attribue selon ses besoins et son état économique aux produits des hommes.

Puis il faut faire entrer la considération que si son homme applique son travail à une chose qui n'a pour la société pas ou peu de valeur réelle ou qui se trouve déjà en plus grande quantité que la société ne peut dans un moment et dans des conditions données consommer, ce



... la parole sera à considérer comme bien
superflue, inutile pource qu'est à ces bases qui est à
établir la célèbre position des principes des choses par
l'effet de la nature.

Le travailleur pourra se procurer lui même et pour
lui-même le moyen de subsistance par son application son
travail utile, commercialement et par là même les choses de la nature
qui sont nécessaires. Chaque homme est responsable
pour son propre travail, il s'abstient de travailler en terre
un travail qui ne lui soit pas à lui-même et s'applique
à son propre travail, par son application.

... les choses de la nature qui sont nécessaires et ces choses
se trouvent en quantité limitée et sont donc en quantité limitée.
La nature fournit les choses de la nature et des choses
qui sont occupées c'est à dire est entrée dans la possession
de personnes physiques ou morales pour les exploiter exclu-
sivement. Il y aura donc toujours une partie d'un produit
qui est confiée des non-propriétaires.

La terre est faite pour tous les hommes pour procurer
à tous les moyens de subsistance. Les moyens de subsistance
sont fournis par le travail et puisque la nature ne
consomme rien d'elle-même que très peu de produits et que la
nature ne fournit rien d'elle-même que très peu de produits
les produits de la nature, mais par un travail qui transforme
les forces productives de la terre et qui transforme les
matières premières en produits. Le travail peut être
fait par ceux qui produisent que par ceux qui ne produisent pas
des matières premières.

Il est indubitable que le travail est nécessaire pour procurer
les substances nécessaires à l'entretien des hommes, que chaque

II. 1/2

au moins le nécessaire (en large mesure) quel avantage aura-t-il
en propriétaire? Les terres et les produits productifs de son
travail (produits de son travail différentiel productif). Mais pour
voir une terre de la sorte il faut nécessairement employer
des moyens de production de différents produits, et dans
ce cas le travail productif de la terre (travail - travail
différentiel) - car pour ce travail il est encore nécessaire
pour rendre la terre de la sorte. Le travail appliqué aux
produits de plus grande productivité rendra donc par le même
travail un plus grand profit (laissant en abstrayant de côté
la différence de la productivité des forces humaines) -
le plus grand profit - précisément celui auquel aura
le propriétaire pour tirer un avantage de la propriété (elle
plus value considérable la valeur de la propriété).

Il ne peut pas y avoir de doute que le proprié-
taire ait un droit sur cette plus value qui constitue précé-
demment l'avantage qui a à conserver cette propriété.

Mais il faut ici encore distinguer entre la propriété de
la terre (qui n'est réellement pas plus qu'une possession,
le droit de propriété se réduit ici au droit d'exploiter con-
venablement cette partie de la terre, sans contre l'obligation
envers la société de s'exploiter convenablement en vue de
l'avantage de la société.) et la propriété des objets produits
par l'homme. Les derniers objets s'usent par l'emploi
et ils contiennent un travail antérieur des hommes; ce tra-
vail antérieur veut aussi être rétribué - c'est à dire celui
qui s'est rendu propriétaire de ce travail antérieur
l'a fait qui en vue de l'avantage (honorable) qui il pourrait
en tirer. Si donc la terre la moins productive donnera à son
propriétaire qui sera dans ce cas aussi
l'unique cultivateur (car dans ce cas la terre ne pourra

U. O.
any
pro

[illegible]

Si l'on maintient cette division des gens et est d'avis que le
travailleur aura toujours la même rétribution en nature d'aliments
tandis que le propriétaire possédant toujours le plus de terres
obtient de la propriété ce qui fait la rétribution finale
des objets mentionnés ci-dessus et reste toujours en plus que le reste
dans la poche des propriétaires qui ont le plus fait augmenter le
prix de la terre et qui protègent ainsi d'une manière
le travailleur sans propriété restreinte d'intérêt à la plus grande

[illegible]

L. Dia
le la y

V. Salo

of the

12

(1) L'Etat. L'Etat intervient pour assurer la production des biens de consommation et des biens d'équipement en plus fait provision de services et de spéculations financières pour assurer la croissance nationale primitive etc.

Cet exemple n'a guère à offrir pour l'industrie de grande
 taille l'établissement d'une proportionnalité dans le gain. Il y aurait lieu
 pourtant de faire la même répartition au même. On pourrait par ex.
 choisir pour le gain au côté du minimum d'abord à la mesure
 avant tout pour assurer certaines dépenses imprévues que le pro-
 priétaire aurait fait sous l'autorité de l'établissement. Il
 pourrait être aussi à proportionner le nombre ou une autre
 partie du gain au côté du minimum et choisir que la distribu-
 tion se fasse par la partie restante de même il
 pourrait y avoir un arrangement spécial pour les propriétaires
 qui ne travaillent pas les établissements ou leur don-
 nent un gage. Tout cela est bon pour d'autres décisions se
 référant à l'avenir, car les salaires qui tendent au état de leur
 connaissance d'état de l'industrie dans leur nombre de besoins
 et dans les besoins.

Il est évident que ce moyen comme tous les autres
 qui ont été proposés pour régler la justice dans l'économie
 et pour améliorer le sort de l'humanité (les biens de la nature)
 en devenant à leur place et s'ils étaient pas accompagnés d'autres
 mesures protectrices, tout pour les mesures économiques que par la
 restriction de la liberté absolue de choisir le domicile, ou de voya-
 ger pour chercher du travail ailleurs etc.

Il n'est pas à se tromper de l'importance la nécessité d'é-
 tablir une organisation sociale basée sur les différentes catégories de
 travail et ses avantages mais il faut bien en faire mention en
 passant pour faire remarquer que ce n'est qu'en vue de leur
 établissement que le projet mentionné pourrait être appliqué.

Le travail fait à la tâche ou par pièce pourra être
 calculé de la même manière. Pour ce genre de travail le
 salaire des choses ne devient plus claire car le propriétaire
 accompli par l'ouvrier, le propriétaire ne paie ici que le
 fait de travail déjà appliqué et en mesure de la quantité et

34

1

161

de la qualité au fruit de travail.

Petite industrie

Pour la petite industrie dans laquelle le propriétaire est non seulement le directeur mais encore lui-même travailleur manuel il y aurait bien encore d'autres arrangements à faire. Ou l'ouvrier dine et loge chez le propriétaire ou seul, ou il y a coopération de plusieurs travailleurs à la production du même objet ou chacun peut terminer seul un objet évaluable; il y aura des travailleurs engagés pour long temps ou pour un travail à accomplir dans un temps limité etc. Selon ces différentes conditions les arbitres auront à surveiller l'équité des contrats de salaires, en prenant toujours comme base de jugement les points sus-mentionnés pour la grande industrie.

ici il ne s'agit que de résumer les notes précédentes et qu'il y a moyen de les concilier; dans la pratique on ne pourra s'en tenir qu'à peu de points généraux contenant le principe général, tandis que les arbitres (à quelle façon qu'ils soient composés) auront un vaste champ pour l'application de ces principes d'après les conditions de l'industrie et les besoins locaux.

Il faut bien remarquer qu'ici il n'est question que de travailleurs principalement manuels et de propriétaires, car il y a une question de principe à appliquer entre celui qui donne et celui qui reçoit le salaire. Toute autre division et intérêt n'a rien à faire dans ce travail.

Mais pour empêcher les malentendus il faut bien encore remarquer que ce qui est nommé ici propriétaire ne l'est souvent pas ou seulement en partie. En réalité il faudrait distinguer aujourd'hui entre le capitaliste qui est le propriétaire de la valeur des objets et l'entrepreneur qui a les objets en possession réelle ou temporaire pour les faire valoir par le travail qu'il y applique. La question du capital et la position du capitaliste seront à traiter séparément de cet ouvrage. La part qui est attribuée au propriétaire doit contenir la part du capitaliste et de l'entrepreneur réunis la division de cette quote part n'a rien à faire avec le développement donné en haut.

⁽¹⁾ Abstraction faite de la part de l'entrepreneur qu'il perçoit comme directeur de l'entreprise — (voir plus haut).

Revue de la philosophie - mars 1933.

A. Le Travail.

1.

Le travail de l'homme est régi par la morale et la justice.

2.

Le travail de l'homme est régi par ses facultés. On ne peut pas travailler sans employer ses facultés.

3.

En conséquence, l'homme a un véritable droit à un travail (c'est-à-dire à l'usage de ses facultés), et selon l'ordre naturel, "res fructificat domino", les fruits et les utilités qui procèdent du travail appartiennent à l'homme qui les a produits.

4.

L'homme peut vendre l'usage de son travail (accomplissement même de son droit) et peut aussi s'engager, en vertu de son libre arbitre, à travailler selon les ordres et à l'avantage d'un autre, mais en restant toujours responsable de ses actes (c'est la base des gages et des salaires).

5.

Le travail de l'homme (propre à ses facultés) est évaluable à prix d'argent à cause de l'utilité qu'il peut produire. Cette possibilité d'évaluer un certain travail humain occasionne une certaine analogie entre la location des choses et l'obligation de faire une chose.

6.

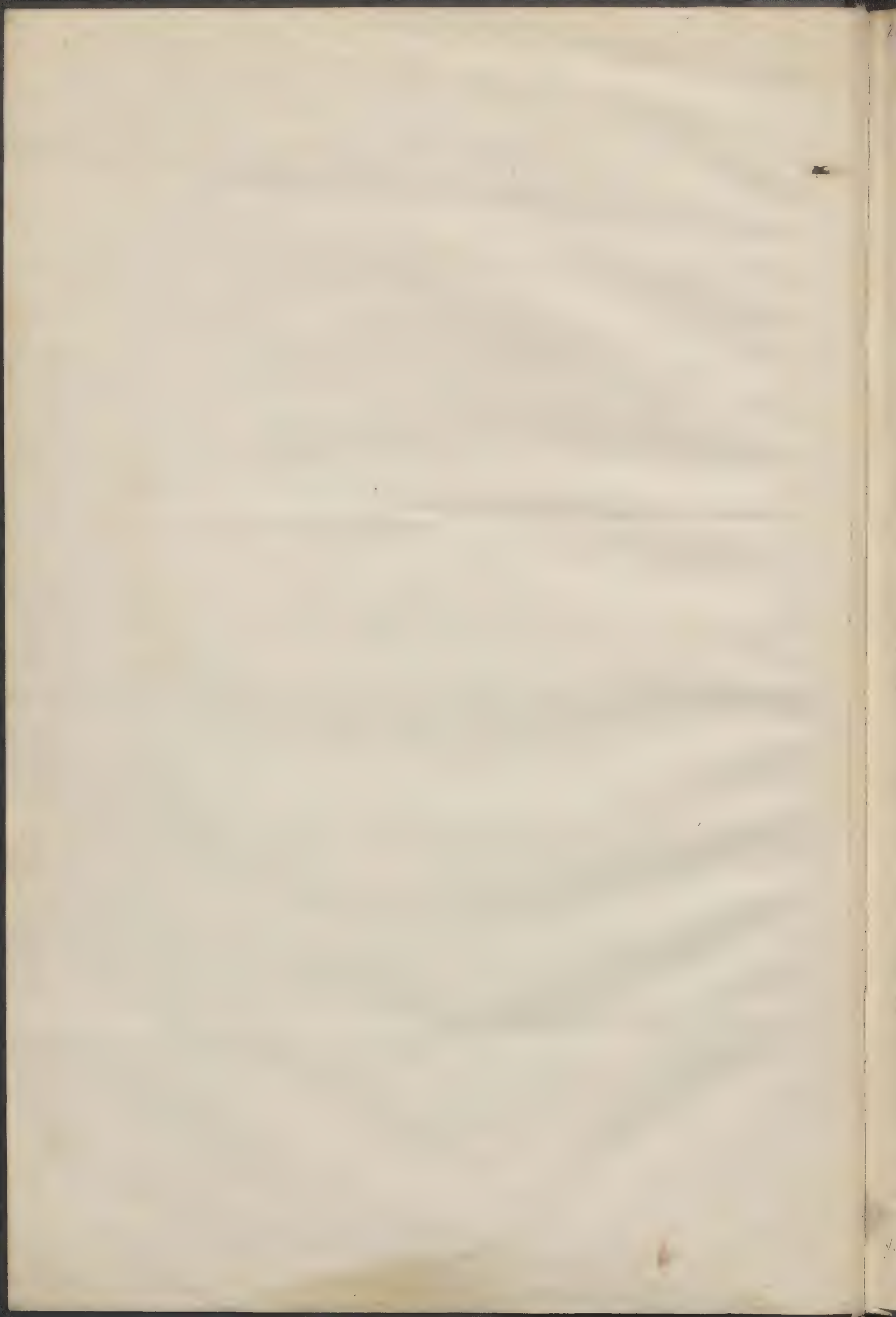
Le sens juridique ordinaire de l'expression "locatio operum, location d'œuvre" (location d'ouvrage, *Arbeitsverleihung oder Vergabung*), et la location d'une œuvre à faire, c'est à dire que l'entrepreneur ou le travailleur prend la commande (accomplissement de l'œuvre) en location. Dans le même sens, on dit que, quand on donne du travail, dans le sens que l'homme rend du travail.

7.

Les théologiens, les canonistes et les législations parlent aussi de "locatio operum" dans le sens de la location de l'exercice des facultés humaines à cause de l'analogie sus-mentionnée (v. s.). Mais ils n'ont jamais considéré l'homme comme une chose et jamais fait abstraction des droits et des obligations de l'homme obligé.

Le langage des hommes et des animaux

1. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
2. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
3. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
4. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
5. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
6. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
7. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
8. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
9. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.
10. Le langage est une faculté qui n'est pas commune à tous les animaux. Elle est propre à l'homme et à quelques autres animaux. Elle est le résultat de la structure de l'appareil vocal et de l'usage que l'homme en fait. Elle est le moyen de communication entre les hommes et de transmission de la culture.



dit pas une propriété comme la nôtre nos produits, mais plutôt une possession; elle n'est que le droit d'utiliser les richesses de la terre limitées et de percevoir des revenus généraux pour l'ensemble, mais l'Etat ne peut pas attribuer à la terre de droits de propriété qui seraient l'entrave à son développement.

8. Par la multiplication des familles qui ont besoin de terres et des pays qui sont occupés par les familles d'origine autochtones, ils ont formé des états.

Chaque état (qui prend la place de la famille) devenue par son étendue sociale établie sur un certain territoire) s'étend donc sur un territoire occupé par la volonté et le travail de ses membres, et qui est dans leur possession privée. Ce n'est donc pas l'état qui distribue les propriétés ou possessions territoriales, mais au contraire ce sont les possesseurs qui forment l'état.

9. L'état trouve dans les limites du territoire occupé des terrains pas encore entiers en possession, qui sont attribués annuellement à la communauté entière, à l'état.

10. L'état trouve des droits acquis avant sa constitution, — des droits qui sont bien différents chez les différents peuples — son devoir est de les sauvegarder, mais aussi de veiller à ce que ces droits ne soient pas exercés au détriment des autres membres de la société par tous les membres non-propriétaires, bien qu'ils n'aient pas de droit sur une partie de la terre ont un droit de vivre des fruits de la terre, toujours en mesure des services utiles qu'ils ont rendu à la société.

11. Le droit de surveillance exercé par l'état ne peut jamais s'étendre jusqu'à l'annéantissement du droit de possession ou de propriété territoriale, mais il est nécessaire pour empêcher les abus par lesquels une partie de ses membres pourrait s'approprier le droit qu'ils ont sur une partie des fruits de la nature.

12. Les terres nécessaires pour fournir les produits de la terre suffisants sont toujours en abondance. L'état a le droit de pourvoir à la culture de ces terrains même contre la volonté des possesseurs. Il y a ici deux droits qui coexistent, le droit du possesseur de terre, et le droit des autres membres de l'état sur une partie des fruits de la terre. Dans ce cas les droits primordiaux doivent prévaloir, c'est donc le droit de tous sur les fruits de la terre. — Par conséquent l'état avait un droit souverain sur toutes les terres. Dans l'état civil moderne le droit

1. de l'état se restreint à une surveillance pour empêcher les abus.

12. Les avantages de la société (constituée) peuvent exister sans transmission des droits d'un ou de plusieurs propriétaires. Dans ce cas d'expropriation — partielle ou entière — à l'avantage de la communauté, comme dans le cas précédent c'est le premier droit celui de tous qui prime le droit secondaire c'est à dire celui du possesseur privé sur une partie distincte de la terre.

13. Dans tous les cas, dans lesquels la société ferait valoir son droit contre celui du possesseur, ce ne pourra jamais être un anéantissement, mais uniquement une transformation de droits.

L'état ne peut pas prendre ce qu'il croit lui être utile ou nécessaire sans donner la pleine indemnité pour les droits abrogés.

Ceci vient de ce que les droits acquis et reconnus ne se perdent pas, ils existent tant que l'objet sur lequel le droit s'exerce existe; et même si c'était l'état qui aurait donné la possession (ce qui n'est pas la règle) il ne pourrait pas simplement retirer le droit de possession, car une fois la donation faite, le donnant s'est dépossédé de ces droits, qu'il ne peut pas faire revivre à sa seule volonté.

Donc si une raison supérieure exige l'abrogation d'un droit il faut que l'état donne une pleine et entière indemnité à ceux qu'il oblige de céder leurs droits. —

V. 22
15.5. 1812.

